



OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Suivi des dépenses : premier trimestre de 2011-2012

Le 27 septembre 2011



Points principaux de la présente note :

La présente note porte sur les dépenses fédérales des trois premiers mois de l'exercice (soit avril, mai et juin 2011).

- D'après les données du premier trimestre, les dépenses fédérales cadrent généralement avec le plan présenté dans le budget de 2011, qui prévoyait en 2011-2012 des dépenses de programme en hausse de 3,2 % par rapport à 2010-2011 (d'un exercice sur l'autre). Toutefois, le niveau et le rythme des dépenses de fonctionnement sont supérieurs à ceux de l'exercice précédent.
- À quelques exceptions près, les changements les plus importants dans les dépenses des ministères et organismes sont expliqués dans les rapports financiers trimestriels qui ont été publiés ce mois-ci (<http://www.tbs-sct.gc.ca/fm-gf/ktopics-dossiersc/fmpr-rftm/fmpr-rftm-fra.asp>).
- La Base de données de suivi intégré (BDSI) a été mise à jour par l'ajout des données sur les dépenses du premier trimestre de 2011-2012. Cela comprend les données sur les activités de programme, que le gouvernement du Canada (gouvernement) a commencé à communiquer au Directeur parlementaire du budget (DPB) cette année. Une autre année de données historiques, celles de 2008-2009, a également été ajoutée à la Base de données (www.pbo-dpb.gc.ca).
 - La BDSI sera mise à jour à la mi-décembre par l'ajout des données sur les dépenses du deuxième trimestre de 2011-2012.

Préparé par Jason Jacques*

*Tous mes remerciements à Darren Roberts pour son aide à la recherche. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec Jason Jacques (courriel : jason.jacques@parl.gc.ca).

1. Contexte

Le mandat que la loi confie au directeur parlementaire du budget comprend la réalisation de recherches et d'analyses sur les prévisions budgétaires du gouvernement¹.

Pour s'acquitter de cet élément de son mandat, le DPB fait une analyse constante des modifications apportées dans les autorisations de dépenser des ministères et organismes qui sont présentées dans les prévisions budgétaires (autorisations accordées par le Parlement) et suit l'évolution des dépenses effectuées au cours de l'exercice sur les crédits accordés².

Ce cadre de suivi permet au DPB de mettre en lumière les éléments importants pour les parlementaires lorsqu'ils examinent les demandes supplémentaires de fonds présentées dans les budgets supplémentaires des dépenses.

La présente note passe en revue l'ensemble des autorisations de dépenser (soit le *Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses (A)*) et les dépenses réelles effectuées au cours des trois premiers mois de l'exercice en cours (soit avril, mai et juin 2011).

2. Faits saillants du premier trimestre de 2011-2012

(i) Total des dépenses

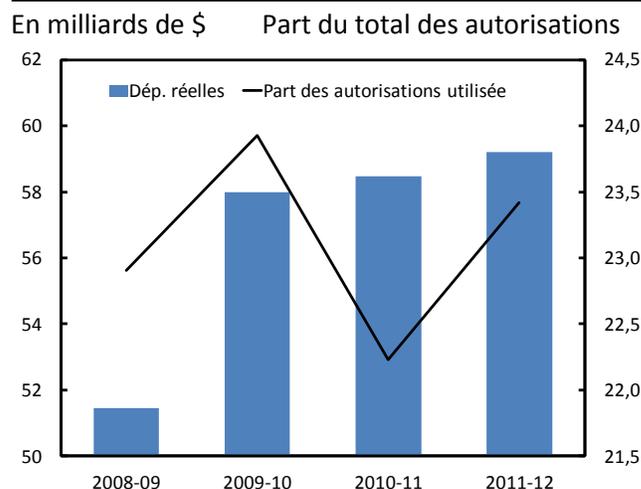
Comme la figure 2-1 l'illustre, le total des dépenses au cours du premier trimestre de l'exercice 2011-2012 a augmenté de 1 % par rapport à la même période en 2010-2011, pour atteindre plus de 60 milliards de dollars. Par contre, comme une analyse antérieure l'a démontré, le total des autorisations de dépenser a diminué de près de 10

milliards de dollars en 2011-2012 par rapport à l'exercice précédent³.

Par conséquent, les ministères et organismes fédéraux ont utilisé au cours du premier trimestre une plus grande partie de leurs autorisations de dépenser reçues du Parlement : environ 23,4 %, contre 22,2 % pendant l'exercice précédent.

Figure 2-1

Total des dépenses au premier trimestre



Source : Gouvernement du Canada; calcul du DPB.

(ii) Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont été la principale cause de l'augmentation des dépenses, progressant de plus de 4 % pour atteindre près de 12 milliards de dollars (figure 2-2). L'augmentation est surtout due à des événements ponctuels comme la 41^e élection générale et l'Enquête auprès des ménages.

Cette hausse des dépenses jointe à la baisse des autorisations de dépenser a eu pour conséquence que les ministères et organismes ont utilisé plus de 23 % de leurs autorisations au premier trimestre.

Globalement, la stabilité des dépenses de fonctionnement est à prévoir compte tenu des

¹ <http://laws.justice.gc.ca/PDF/P-1.pdf>. Consulté en septembre 2011.

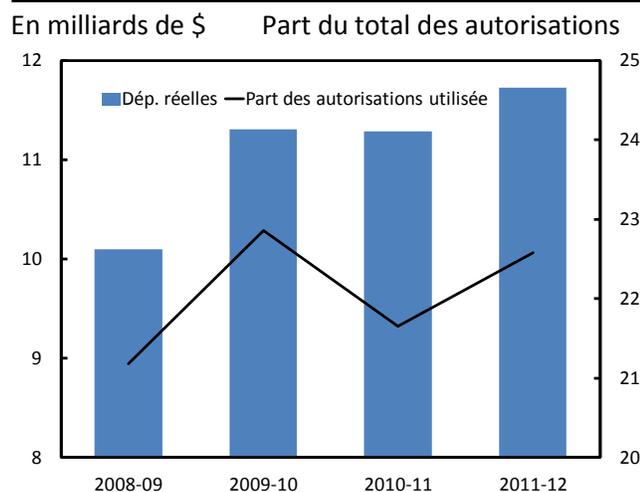
² Un aperçu de la méthodologie employée par le DPB est inclus dans une note d'information complémentaire, *Guide de méthodologie pour le Suivi des dépenses*. À paraître sur le site du DPB en septembre 2011.

³ http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/ME_SuppsA_FR.pdf. Consulté en septembre 2011.

mesures d'austérité imposées par le gouvernement (gel du budget de fonctionnement, révisions stratégiques, etc.).

Figure 2-2

Dépenses de fonctionnement au premier trimestre



Source : Gouvernement du Canada; calcul du DPB.

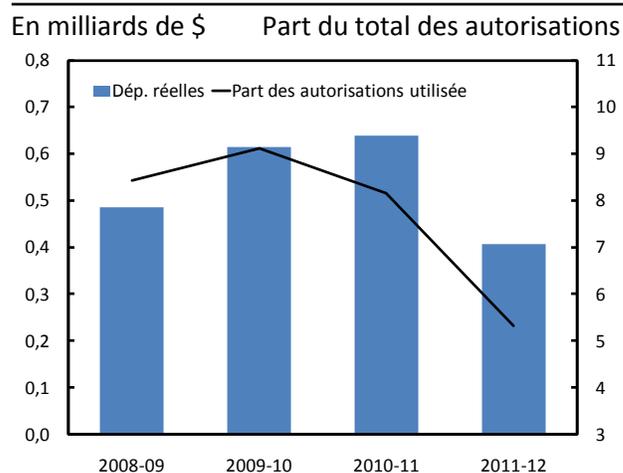
(iii) Dépenses en immobilisations

Comme la figure 2-3 l'illustre, les dépenses en immobilisations ont diminué au premier trimestre de 2011-2012 pour s'établir à environ 400 millions de dollars. Ce résultat était attendu, étant donné la baisse prévue des autorisations de dépenses en immobilisations annoncée dans le *Budget principal et le Budget supplémentaire des dépenses*.

Parallèlement, la part des dépenses par rapport aux autorisations a également diminué pour s'établir à environ 5 %. Le plus souvent, les dépenses en immobilisations ont tendance à s'accroître au fil de l'exercice, la majorité de l'activité se concentrant dans la deuxième moitié de l'année.

Figure 2-3

Dépenses en immobilisations au premier trimestre



Source : Gouvernement du Canada; calcul du DPB.

(iv) Paiements de transfert non majeurs

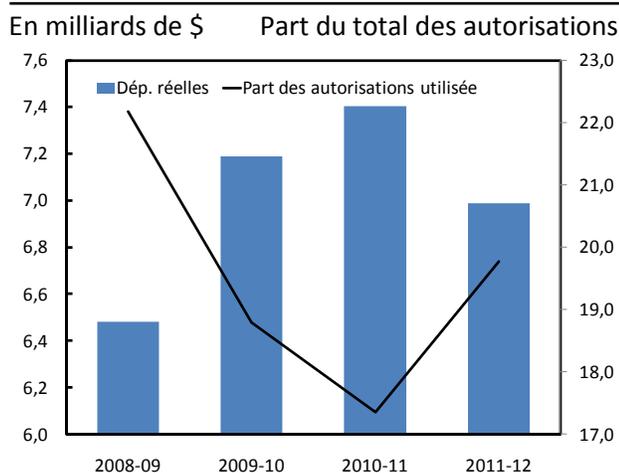
Les dépenses relatives aux paiements de transfert, à l'exclusion des principaux transferts législatifs aux particuliers (comme la Sécurité de la vieillesse) et aux provinces et territoires (comme le Transfert canadien en matière de santé) ont diminué de 6 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à environ 7 milliards de dollars au premier trimestre de 2011-2012 (figure 2-4).

Comme dans le cas des dépenses en immobilisations, les montants autorisés pour les paiements de transfert non majeurs sont en net recul par rapport à l'exercice précédent en raison de la fin du Plan d'action économique. Des dépenses plus faibles sont donc un résultat attendu.

La part des dépenses par rapport aux autorisations a augmenté pour atteindre près de 20 % au premier trimestre, car les dépenses ont moins diminué que les autorisations correspondantes de dépenser accordées par le Parlement.

Figure 2-4

Dépenses en autres paiements de transfert au premier trimestre



Source : Gouvernement du Canada; calcul du DPB.

(v) *Services internes*

Les dépenses en services internes ont été de 2,4 milliards de dollars au premier trimestre, soit 24 % du total prévu de 9,8 milliards de dollars.

Les services internes comprennent les communications, la gestion financière, la gestion des ressources humaines et la technologie de l'information⁴. Ils ont fait l'objet d'un examen des services administratifs par le gouvernement du Canada et devraient apporter une contribution aux économies visées de 4 milliards de dollars par l'Examen stratégique et fonctionnel⁵.

Le gouvernement a commencé cette année à communiquer des données sur les activités de programme, ce qui englobe les services internes. Le DPB pourra donc commencer à proposer des comparaisons historiques au début de l'an prochain.

⁴ <http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20112012/me-bpd/docs/me-bpd-fra.pdf>. Consulté en septembre 2011.

⁵ <http://www.budget.gc.ca/2011/plan/chap5-fra.html>. Consulté en septembre 2011.

3. Postes individuels

Pour relever les écarts importants parmi les centaines de crédits présentés dans les prévisions budgétaires du gouvernement, le DPB a passé tous les postes en revue et relevé les changements les plus importants en dollars et en pourcentage, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les tableaux se trouvent à l'annexe A.

Dans l'ensemble, la plupart des postes signalés par le DPB sont expliqués dans les rapports financiers trimestriels publiés ce mois-ci par les ministères et organismes (voir les notes de bas de page au tableau 1⁶).

4. Conclusion

D'après les trois premiers mois de l'exercice 2011-2012, la tendance globale des dépenses fédérales correspond généralement au plan présenté dans le budget de 2011, qui prévoyait pour l'exercice 2011-2012 des dépenses de programme en hausse de 3,2 % par rapport à 2010-2011 (d'un exercice sur l'autre)⁷.

Étant donné que le gouvernement met l'accent sur la compression des dépenses de fonctionnement pour atteindre ses objectifs financiers, le DPB continuera de surveiller l'impact du gel du budget de fonctionnement.

La Base de données de suivi intégré (BDSI) a été mise à jour par l'ajout des données sur les dépenses du premier trimestre de 2011-2012. Elle a aussi été élargie pour s'enrichir des données sur les activités de programme, que le gouvernement a commencé à communiquer au DPB cette année.

⁶ <http://www.tbs-sct.gc.ca/fm-gf/ktopics-dossiersc/fmpr-rftm/fmpr-rftm-fra.asp>. Consulté en septembre 2011.

⁷ Les prévisions budgétaires et autorisations sont présentées selon une comptabilité de caisse tandis que le budget est présenté selon une comptabilité d'exercice. Même si moins de 10 % des dépenses fédérales sont touchées par les rajustements comptables, il peut y avoir des différences importantes d'un trimestre à l'autre.

Tableau 1. Modifications en \$ les plus fortes : dépenses totales au 1^{er} trimestre de 2011-2012/exercice précédent¹			
Organisation	Crédit	(milliers \$)	Explication du rapport trimestriel
		Δ	
Finances	Intérêts sur la dette publique	605 470	<i>Aucune</i>
Finances	Transfert canadien en matière de santé	381 394	<i>Niveaux plus élevés des dépenses autorisées</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	Prestations de sécurité de la vieillesse	331 898	<i>Plus grand nombre de prestataires et hausse du montant des prestations</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	Contributions	-300 926	<i>Fonds de la taxe sur l'essence. Report au 2^e trimestre : processus parlementaire des crédits plus tardif.</i>
Finances	Paielements de rempl. - Progr. permanents	-219 277	<i>Aucune</i>
Défense nationale	Immobilisations	-181 748	<i>Activité réduite dans les contrats de projets d'immobilisations; en général en période électorale</i>
Directeur général des élections	Dépenses électorales, frais de fonctionnement	174 239	<i>41^e élection générale au Canada</i>
Industrie	Subventions et contributions	171 371	<i>Moment choisi pour le paiement à la Fondation canadienne pour l'innovation</i>
Statistique Canada	Dépenses de programme	141 815	<i>Recensement de la population en 2011, Enquête auprès des ménages et recensement de l'agriculture</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	Supplément de revenu garanti	106 848	<i>Plus grand nombre de prestataires et hausse du montant des prestations</i>

1. Tous les crédits du Budget principal 2011-2012 avec autorisations totales de plus de 100 millions \$ en 2010-2011 ou 2011-2012; sauf postes non budgétaires.

Tableau 2. Modifications en % les plus fortes : dépenses totales au 1^{er} trimestre de 2011-2012/exercice précédent¹

Organisation	Crédit	Δ %	Explication du rapport trimestriel
Industrie Canada	Subventions et contributions	1145%	<i>Moment choisi pour le paiement à la Fondation canadienne pour l'innovation</i>
Directeur général des élections	Dép. électorales et de fonctionnement	898%	<i>41^e élection générale au Canada</i>
Finances	Subventions et contributions	401%	<i>Aucune</i>
Agence des services frontaliers du Canada	Dépenses en immobilisations	303%	<i>Aucune</i>
Service correctionnel	Dépenses en immobilisations	271%	<i>Application des nouvelles lois adoptées; augmentation prévue de la population carcérale.</i>
Statistique Canada	Dépenses de programme	116%	<i>Recensement de la population en 2011, Enquête auprès des ménages et recensement de l'agriculture</i>
Pêches et Océans	Subventions et contributions	94%	<i>Choix du moment des accords dans le cadre des mesures de durabilité pour l'industrie du homard de l'Atlantique</i>
Environnement	Subventions et contributions	-82%	<i>Aucune</i>
Agence spatiale canadienne	Dépenses en immobilisations	-82%	<i>Modifications des calendriers de paiement des projets</i>
Marine Atlantique	Dépenses de programme	70%	<i>Phase II de la stratégie de revitalisation</i>

1. Tous les crédits du Budget principal 2011-2012 avec autorisations totales de plus de 100 millions \$ en 2010-2011 ou 2011-2012; sauf postes non budgétaires.